

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/SCM/Q2/NZL/6

18 décembre 1996

(96-5358)

Comité des subventions et des
mesures compensatoires

Original: anglais

SUBVENTIONS

Réponse de la NOUVELLE-ZELANDE¹ à une question de la COMMUNAUTE EUROPEENNE²

La Mission permanente de la Nouvelle-Zélande a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 10 décembre 1996.

Question

La Nouvelle-Zélande pourrait-elle présenter une notification concernant la fourniture d'électricité à des tarifs préférentiels à la New Zealand Aluminium Smelters (Tiwai Point Smelter)?

Réponse

Il n'intervient aucun élément de subvention dans le prix de l'électricité que paie la société New Zealand Aluminium Smelters (NZAS) à la suite de la renégociation des contrats en 1993. Les contrats résultent d'une négociation menée sur une base purement commerciale entre un acheteur d'électricité et un producteur ayant des objectifs commerciaux. Il a été tenu compte pendant les négociations des droits et obligations préexistants des parties, découlant des contrats négociés en 1963.

Nous considérons qu'il est incorrect de prétendre qu'un prix fixé en 1963 correspond à une subvention du seul fait que les variations de prix intervenues depuis lors font que le prix contractuel est aujourd'hui avantageux pour l'acheteur. Pour qu'une comparaison soit valable, elle doit être effectuée entre le prix contractuel de 1963 et les autres prix offerts en 1963, et non pas entre le prix contractuel et les prix actuels. Cette analyse devrait également tenir compte du fait qu'il est généralement accordé une réduction sur les prix du marché pour les achats massifs.

En 1963, la production et la distribution d'électricité relevaient du Département néo-zélandais de l'électricité (institution publique). Les contrats devaient donc être négociés avec les pouvoirs publics. Lorsque les contrats de 1963 ont été conclus, la Nouvelle-Zélande avait une capacité de production d'électricité excédentaire, une industrie assez peu développée et un niveau d'inflation relativement faible.

¹G/SCM/N/3/NZL.

²G/SCM/Q2/NZL/5.

Pendant leur durée de validité, les contrats ont ainsi permis aux pouvoirs publics de tirer des revenus d'une ressource qui, autrement, n'aurait peut-être pas été exploitée.

Les renégociations des contrats en 1993 ont porté sur la prorogation de la durée des contrats préexistants, négociés en 1963, et sur un relèvement progressif des prix appliqués pendant la durée de validité des contrats préexistants. La hausse des prix reflète les changements survenus dans le secteur de l'électricité. Les prix n'ont pas pu augmenter immédiatement dans les mêmes proportions, car la NZAS avait des droits contractuels lui permettant d'acheter l'électricité à prix plus bas. Dans le cas des contrats à long terme, il n'est pas rare que les prix varient considérablement lorsque les contrats viennent à expiration et que les acheteurs et les vendeurs réévaluent les conditions du marché.